

Intervention de François Pointet, président des Vert'libéraux Vaud, 17.01.2018

Pourquoi nous disons Non à cette initiative après avoir dit Oui à un contre-projet

La parole prononcée fait foi

Oui, le groupe vert/libéral s'est engagé pour que le Grand Conseil propose un contre-projet à cette initiative. C'est en effet dans nos gènes de jeter des ponts entre la gauche et la droite et nous pensons sincèrement que la politique dentaire vaudoise nécessite une adaptation pour soutenir les personnes les plus vulnérables. J'ai bien dit une adaptation et pas une révolution arrosoir qui exploserait les coûts et aurait des effets collatéraux catastrophiques comme il nous est proposé ici.

Oui nous sommes déçus de l'échec qu'a subie cette démarche, mais cette déception ne nous fera pas sortir de nos fondamentaux, et nous ne soutiendrons pas par dépit un texte aussi dangereux qui fragilise encore plus la classe moyenne.

Les vert/libéraux se battent avec force et détermination contre cette initiative. Car mettre en place une assurance dentaire sur ce modèle coûtera 700.- par an pour le salaire médian vaudois, sans parler de la charge fiscale supplémentaire ! C'est une somme astronomique qui alourdira encore plus le budget des Vaudoises et Vaudois et précarisera de nouveaux foyers. Alors que le canton de Vaud est l'un des cantons avec le taux d'imposition du revenu les plus élevés, il faut absolument combattre tout projet qui verrait augmenter les charges des citoyens. L'heure est d'ailleurs aux allègements fiscaux, notamment à la défiscalisation complète des primes d'assurance maladie obligatoire qui grèvent le budget des Vaudoises et Vaudois.

Si l'initiative sur les soins dentaires est acceptée par les Vaudois, cela provoquera un basculement des ménages qui s'en sortent de justesse dans ceux qui ne bouclent plus leur fin de mois. Un quart des Vaudois touchent des subsides avec une tendance à la hausse vu la législation existante et nous en rajouterions une couche qui n'aurait d'autres effets que de précipiter un peu plus la classe moyenne dans la catégorie des subventionnables. Cette manie d'augmenter la redistribution de l'Etat en ponctionnant largement la classe moyenne est inacceptable aux yeux des vert/libéraux.

Nous voulons baser notre avenir sur la liberté et la responsabilité. Les initiants veulent mettre à mal la capacité financière des vaudois en imposant une nouvelle assurance de base coûteuse et ce n'est pas responsable de leur part. D'ailleurs, les initiants ont refusé de soutenir le contre-projet devant le Grand Conseil alors qu'il ciblait les personnes les plus vulnérables tout en ménageant le budget de la classe-moyenne.

Ce refus a été évidemment dicté par des perspectives électorales en laissant de côté le bien de l'ensemble des Vaudoises et Vaudois.

Si l'extrême-gauche avait soutenu le contre-projet, les Vaudoises et Vaudois auraient pu choisir entre trois solutions : une nouvelle assurance de base coûteuse, un contre-projet ciblé et mesuré protégeant les plus vulnérables ou un refus complet.

Aujourd'hui, malheureusement, la population ne peut que se prononcer sur une initiative extrême, irresponsable et inacceptable.

Il faut donc rejeter cette initiative avec vigueur, puis revenir à la table des négociations une fois cette étape franchie.